8. *Prie de nouveau* tous les Etats de devenir parties à la Convention, à titre prioritaire;

9. *Invite* tous les Etats qui ratifient la Convention ou y adhèrent, ainsi que les Etats parties qui ne l'ont pas encore fait, à faire les déclarations prévues aux articles 21 et 22 de la Convention et à envisager la possibilité de retirer leurs réserves à l'article 20;

10. *Prie* le Secrétaire général de présenter à la Commission des droits de l'homme lors de sa quarante-neuvième session et à l'Assemblée générale lors de sa quarante-neuvième session un rapport sur l'état de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

11. *Décide* d'examiner les rapports du Secrétaire général et du Comité contre la torture à sa quarante-neuvième session, au titre du point subsidiaire intitulé « Application des instruments relatifs aux droits de l'homme ».

89^e séance plénière
16 décembre 1992

47/114. Rapport du Secrétaire général concernant une demande adressée à l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle observe le processus référendaire en Erythrée

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général concernant une demande adressée à l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle observe le processus référendaire en Erythrée¹⁵⁰,

Rappelant que les autorités directement intéressées se sont engagées à respecter les résultats du référendum en Erythrée¹⁵¹,

Considérant que les autorités directement intéressées ont demandé à l'Organisation des Nations Unies de vérifier le déroulement du référendum en Erythrée¹⁵¹,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général¹⁵⁰ et des recommandations qu'il contient concernant la création d'une mission d'observation des Nations Unies chargée de la vérification du référendum qui doit avoir lieu en Erythrée en avril 1993;

2. *Décide* d'autoriser le Secrétaire général à créer la Mission d'observation des Nations Unies chargée de la vérification du référendum en Erythrée, qui s'acquittera des tâches énoncées au paragraphe 7 du rapport du Secrétaire général, et à nommer d'urgence un représentant spécial pour le référendum, qui dirigera la Mission d'observation;

3. *Prie* le Secrétaire général d'organiser dès que possible le déploiement de la Mission d'observation afin que celle-ci commence ses fonctions de vérification;

4. *Demande* aux autorités directement intéressées de coopérer pleinement avec la Mission d'observation afin de faciliter l'accomplissement de sa tâche, comme demandé par l'Organisation des Nations Unies;

5. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa quarante-huitième session de l'application de la présente résolution.

89^e séance plénière
16 décembre 1992

47/115. Situation des droits de l'homme en Estonie et en Lettonie

L'Assemblée générale,

Guidée par les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme² et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme¹⁶,

Réaffirmant que tous les Etats Membres sont tenus de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous et de s'acquitter des obligations qu'ils ont assumées en vertu des divers instruments internationaux dans ce domaine,

Convaincue que le respect des droits de l'homme est un élément inaliénable du maintien et de la promotion de relations de bon voisinage entre les Etats,

Tenant compte des allégations de violations des droits de l'homme en ce qui concerne la population de langue russe d'Estonie et de Lettonie,

Prenant acte des conclusions et recommandations de la mission d'enquête des Nations Unies qui s'est rendue à Riga en octobre 1992 à l'invitation du Gouvernement letton¹⁵²,

1. *Note avec préoccupation* l'existence de certains problèmes qui touchent d'importants groupes de population d'Estonie et de Lettonie;

2. *Se félicite* du concours que le Gouvernement letton a prêté à la mission d'enquête des Nations Unies;

3. *Se félicite également* de l'invitation par laquelle le Gouvernement estonien s'est dit prêt à recevoir une mission d'enquête analogue des Nations Unies et de son intention de prêter son concours à une telle mission;

4. *Invite* les Etats intéressés à intensifier sur le plan bilatéral leurs efforts tendant à régler sur la base des normes de droit international généralement acceptées dans le domaine des droits de l'homme les préoccupations que suscite la situation de la population de langue russe;

5. *Prie* le Secrétaire général de tenir les Etats Membres informés des progrès accomplis dans le domaine des droits de l'homme en Estonie et en Lettonie et de lui faire rapport à ce sujet lors de sa quarante-huitième session au titre de la question intitulée « Situation des droits de l'homme en Estonie et en Lettonie ».

89^e séance plénière
16 décembre 1992

47/122. Conférence mondiale sur les droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Considérant que l'Organisation des Nations Unies s'est donné pour but, tant dans la Charte que dans la Déclaration universelle des droits de l'homme², de développer et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Estimant que tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales sont indivisibles et interdépendants et que la défense et la protection d'une catégorie de droits ne sauraient en aucun cas dispenser ou décharger les Etats de l'obligation de défendre et de protéger les autres droits,

Rappelant sa résolution 45/155 du 18 décembre 1990, dans laquelle elle a notamment décidé de convoquer une